

FORMATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET SYNDICALE

Créée en 1957 sous le nom de congé d'éducation ouvrière, le congé de formation économique sociale et syndicale est ouvert à tous les salariés élus ou non.

FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Le congé pour formation syndicale est prévu par l'article 41 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière.

Le décret n°88-676 du 6 mai 1988 (J.O. du 8/5/88) en fixe les modalités. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1989. Sa durée, avec traitement, est égale 12 jours ouvrables par an.

Article 1er

Le congé pour formation syndicale prévu par l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée ne peut être accordé que pour effectuer un stage ou suivre une session organisée par l'un des centres ou instituts qui figurent sur une liste arrêtée chaque année par le Ministre chargé de la santé.

Article 2

Dans chacun des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, l'effectif des agents visés à l'article 1^{er} qui sont susceptibles de bénéficier du congé au cours d'une même année civile ne peut excéder 5% de l'effectif réel de l'établissement.

Dans la limite fixée à l'alinéa précédent, l'effectif des agents qui peuvent obtenir le congé pour participer à l'un des stages ou à l'une des sessions prévus dans une même année est déterminé en tenant compte de la représentativité des organisations syndicales responsables de ces stages et sessions. Cette représentativité est appréciée compte tenu du nombre moyen des voix que lesdites organisations ont recueilli dans l'établissement lors des élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires Départementales et aux Commissions Administratives Paritaires propres aux fonctionnaires relevant de l'Administration Générale de l'Assistante Publique à Paris.

Toutefois, lorsque l'effectif d'un établissement est inférieur à vingt agents, les organisations syndicales de cet établissement se partagent dans les conditions précisées ci-dessus un crédit de jours. Ce crédit ne peut excéder, dans l'établissement, 5% du nombre des agents multiplié par douze.

Article 3

La demande du congé doit être faite par écrit à l'autorité investie du pouvoir de nomination au moins un mois à l'avance. A défaut de réponse expresse au plus tard le quinzième jour qui précède le début du stage ou de la session, le congé est réputé accordé.

Article 4

Le bénéfice du congé ne peut être refusé que si les nécessités du fonctionnement du service s'y opposent. Les décisions qui rejettent des demandes de congé de fonctionnaires doivent être communiquées avec leurs motifs à la Commission Administrative Paritaire au cours de la réunion qui suit l'intervention de ces décisions.

Article 5

À la fin stage ou de la session, le centre ou l'institut délivre à chaque agent une attestation, constatant l'assiduité. L'intéressé remet cette attestation à l'autorité investie du pouvoir de nomination au moment de la reprise des fonctions.

Article 6

Pour l'application des dispositions de l'article 2, l'effectif à prendre en considération est l'effectif réel de l'ensemble des fonctionnaires et agents non titulaires employés dans l'établissement, à l'exception des personnels mentionnés au dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée, cet effectif étant apprécié au 31 décembre de l'année précédente.

Article 7

Dans l'établissement dont les personnels n'ont pas participé aux élections mentionnées au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus, les dispositions de cet alinéa sont appliquées en tenant compte de la représentativité des organisations syndicales responsables des stages ou des sessions au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 8

Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1989.